

Les marches des jeunes pour le climat

<< ILS NOUS VOLENT NOTRE AVENIR SOUS NOS YEUX »

Michel PAQUOT

'ai vécu au Vietnam de onze à quinze ans. J'allais dans une école des Nations unies où l'on parlait énormément de la question climatique. C'est de là qu'est née ma sensibilité à ce problème. Lorsque j'y vivais, il y avait de plus en plus de typhons, le Mékong montait régulièrement, inondant les rizières qu'il devenait impossible de cultiver, ce qui entraînait une importante migration climatique vers les grandes villes. » Si Adélaïde Charlier, en rétho au Collège Notre-Dame de la Paix à Erpent (Namur), s'est beaucoup renseignée sur le sujet, sa connaissance du péril environnement auquel doit faire face la Terre aujourd'hui touche d'abord à son vécu. Fille d'un économiste spécialisé dans l'environnement, elle vit dans un milieu où l'on parle abondamment politique. Tandis que son père a figuré sur une liste Ecolo aux dernières élections communales, son parrain est CDh, sa grand-mère socialiste et d'autres proches sont MR. Un bain familial qui lui a donné une conscience politique et des valeurs humanistes.

UNE NATURE ENGAGÉE

Adélaïde Charlier a été impressionnée par Greta Thunberg, cette Suédoise de quinze ans qui, à l'automne 2018, a lancé dans son pays la grève de l'école pour le climat du vendre-di. Aussi a-t-elle très vite pris contact avec les Flamandes Anuna De Wever et Kyra Gantois, les initiatrices du mou-

" J'essaie de me concentrer au maximum sur l'école lorsque j'y suis. »

<<

vement Youth For Climate dont elle est devenue la porte-parole francophone. « L'engagement a toujours fait partie de ma nature, commente celle qui, avec d'autres élèves de son école, anime l'Éco-team, une équipe qui travaille sur le thème de

l'écologie. J'ai pensé que le mouvement devait être national et je me suis mise à organiser les marches avec elles. C'est une opportunité extraordinaire de se faire entendre par les adultes, nous qui n'avons pas encore le droit de vote. En lisant des rapports approfondis sur la question climatique, par exemple ceux du GIEC ou des Nations unies, j'ai pris conscience qu'on n'a plus le temps. On ne peut plus rester chez nous à discuter, il faut aller plus loin, sensibiliser un maximum de gens. Mes parents ont tout de suite soutenu cette cause, de même que mon établissement scolaire. »

La jeune Namuroise vit apparemment bien sa célébrité soudaine, heureuse de voir les médias relayer ses messages. Même si elle reconnaît n'avoir plus beaucoup de temps pour elle. Les marches du jeudi sont la face émergée de l'iceberg. Derrière, il y a leur préparation, les contacts avec les autorités communales, avec la police, etc. Ce qui

entraîne un risque de dissipation face à ses obligations scolaires. « *J'essaie de me concentrer au maximum sur l'école lorsque j'y suis* », assure-t-elle, considérant la réussite de son année comme une priorité.

DÉMARCHE POLITIQUE

« Indéniablement, on peut faire un lien avec Mai 68, même si les revendications sont autres, analyse Bruno Frère, maître de conférences à l'Université de Liège, spécialisé dans les mouvements sociaux. La grande distinction avec d'autres mobilisations de ce type, c'est la nature du message. L'idée d'une dépolitisation de la jeunesse, que les jeunes ne s'intéressent plus à ce qui se passe dans le monde, est un fantasme. On est en présence de jeunes engagés, conscientisés, politisés, même s'ils ne se laissent assimiler à aucun parti. Ils demandent aux politiciens d'intervenir sur ce monde qu'on est en train de détruire collectivement. Cette mobilisation en soi est exceptionnelle, et il faut la saluer avant de prétendre leur faire la morale et leur reprocher de brosser les cours. C'est en flirtant avec l'illégalité, en faisant des choses interdites par la loi ou par les normes de l'ordre établi, que l'on commence à avoir des chances d'être un tout petit peu entendus. »

« ON NE LÂCHERA PAS!»

« La démarche d'une grande partie de ces jeunes est profondément politique en ce qu'elle convoque le pouvoir, continue le chercheur liégeois. Ils nous disent de cesser de croire que c'est par une reconversion de nos modes de vie personnels que nous allons pouvoir tout changer. Il existe tout un discours, notamment derrière Pierre Rabhi, qui dit changeons nos pratiques individuelles et le monde changera. Pas besoin de critique, de contestation, de mouvements de grande ampleur. Renouons avec une pratique de vie saine, sainte, pour parvenir à transformer le monde. Chacun est mis devant ses responsabilités écologiques. Ce discours suscite beaucoup de mauvaise conscience, de remords et de culpabilité, et ne marchera pas. Quelqu'un a essayé il y a deux mille ans, il s'appelait Jésus-Christ. Ce n'est pas suffisant parce que l'on reste sur le plan purement moral. Ces jeunes font déjà attention à leur empreinte écologique, tout en rappelant avec lucidité aux politiques que le changement doit être structurel. »

Gaspiller le moins possible, trier ses déchets, utiliser des transports en commun, manger local et bio, etc., sont autant de comportements individuels vertueux, mais limités. « J'ai réalisé qu'il fallait aller beaucoup plus loin que ces simples gestes quotidiens, renchérit Adélaïde Charlier. Nos politiciens ont besoin d'être réveillés. Il y a un trop grand

écart entre ce qu'ils font et ce que disent les experts. Ils doivent travailler ensemble. » À la veille des élections législatives et européennes de mai, l'appel a été entendu. Le 11 février dernier, la jeune Namuroise a été reçue, avec Anuna De Wever, par le Parlement wallon. « Ou nous mettons de côté ce que nous voyons pour continuer à dormir sur nos deux oreilles, où nous faisons face. Les jeunes font face, mais la démocratie est telle que c'est vous qui décidez de notre futur. On vous dit donc qu'on ne vous lâchera pas tant qu'on ne sera pas sur une trajectoire zéro carbone », ont-elles asséné aux nombreux parlementaires présents. À la mi-mars, elles se sont rendues au Parlement européen. Le mouvement a parallèlement lancé une plateforme sur internet, Youth4Climate, où chacun est invité à faire des propositions qui seront ensuite traitées par des scienti-

fiques, puis soumises aux responsables politiques.

LOI SPÉCIALE CLIMAT

« Pourquoi étudier pour un futur qui bientôt ne sera plus, et si personne ne fait rien pour sauver ce futur? Quel est le sens d'apprendre des faits si les faits les plus importants ne signifient rien pour notre société ? », interroge Youth For Climate. La plateforme avance des revendications bien précises, telles la fixation, par le prochain gouvernement, d'objectifs contraignants en matière de changement climatique, ou le développement des énergies renouvelables, ainsi que l'arrêt des combustibles fossiles et de l'énergie nucléaire obsolète.

Cette mobilisation climatique porte-t-elle en elle une remise en cause du système économique actuel ? « Le dérèglement du capitalisme pose un gros problème. Il a créé trop d'inégalités entre les hommes et a détruit nos ressources », constate Adélaïde Charlier, insistant sur la dimension globale de son action. « La question environnementale concerne tous les secteurs. Traiter ce problème permet de résoudre des questions sociales. Les premiers touchés sont en effet les plus défavorisés. On voit de plus en plus de réfugiés climatiques, et cela va aller en s'empirant. » Elle aime aussi rappeler que le pape François a mis en avant la sauvegarde de « la maison commune », s'appuyant sur des expertises scientifiques. Une dizaine d'universitaires et de chercheurs ont d'ailleurs élaboré une « loi spéciale climat » prête à l'emploi. Très précis sur

les échéances à venir, le texte prévoit notamment la création « Les jeunes d'un comité d'experts indépendant chargé de donner des avis éclairés sur toute une série de lucidité aux domaines : les risques encourus par le changement climatique, la production et la distribution d'énergie, les villes durables, la qualité de l'air, l'aménagement du territoire, etc.

rappellent avec politiques que le changement doit être structurel. »

« Indéniablement, remarque Bruno Frère, ce désastre climatique est en grande partie causé par le productivisme capitaliste qui a extrait de la Terre tout ce qui était susceptible de produire de la richesse. Mais ces étudiants réclament des interventions gouvernementales sans peut-être voir à quel point le monde dans lequel ils s'apprêtent à travailler est celui-là. Leur engagement est-il suffisamment fort pour refuser la société salariale qui aujourd'hui reste celle du capitalisme qui détruit la planète et les humains depuis cent cinquante ans? »

De cela, Adélaïde Charlier est bien consciente. Elle qui a toujours été attirée par la communication se verrait bien suivre un cursus en sciences politiques ou en relations internationales. Avec la certitude de continuer à s'engager.

LA PETITE ÉCOLE SE BOUGE



Une classe de 5^{ème} primaire dans une manifestation pour le climat ? Ce n'est pas courant... À Gentinnes (Chastre), celle d'Alix Meuron travaille sur le sujet du réchauffement climatique depuis octobre 2018. Il était dès lors presque normal de la retrouver dans les rues de Bruxelles le 21 février dernier. « Le choix du thème de l'année vient des enfants,

explique l'enseignante. Nous leur proposons de consulter des journaux et des magazines, puis nous choisissons le sujet. Notre option est basée sur la participation concrète des enfants au projet. Pour cela, nous travaillons avec l'ASBL Geotimoun qui nous soutient dans l'initiative "Le son d'enfant". Nous enregistrons des petites séquences audios que nous partageons avec une école jumelée à Kinshasa. On s'échange des questions et des échos de ce que l'on vit. »

La question du climat est apparue comme intéressante pour les deux écoles. « Les enfants partagent leurs inquiétudes et leurs peurs face à l'actualité climatique.

Ils ont besoin de savoir que, eux aussi, peuvent être acteurs. » Si ce sujet traverse toutes les matières - les évaluations de Noël portaient sur le changement climatique -, il est également l'occasion d'activités plus spéciales. « Durant l'année, les enfants invitent des experts en classe. Nous avons déjà reçu un climatologue de l'ULiège et un conseiller communal de Chastre. En avril, ce sera Tanguy Dumortier, du Jardin Extraordinaire. Et on essavera aussi d'avoir Alain Hubert. »

À côté des micro-enregistrements et du projet d'une émission qui sera diffusée sur une radio locale le 2 mai, les enfants voulaient aussi poser un acte. « L'idée de la participation à la manifestation pour le climat est née comme cela. On a testé la réaction des parents. La grande majorité a soutenu l'initiative. Toute la classe, sauf un malade, s'est ainsi retrouvée à la manif, encadrée par six parents, le directeur et moi-même. » La préparation des slogans et des affiches faisait aussi partie des apprentissages. Pour Alix Meuron, tous les sujets peuvent être abordés avec des enfants de onzedouze ans. « Ils sont capables de comprendre beaucoup de choses. Ils veulent s'investir, car ils expriment aussi leur crainte pour l'avenir. Ils se projettent déjà, car ils savent qu'un jour, ils seront aussi des parents. Et ils ne veulent pas laisser une planète déglinguée! » (S.Gr.)